



Réseau interdisciplinaire pour l'Aménagement et la Cohésion  
des Territoires de l'Europe et de ses voisinages  
CNRS - CGET - Université Paris Diderot

---

## ESPON 2020 – “The Geography of New Employment Dynamics in Europe”

### Fiche de synthèse du *Final Report*<sup>1</sup>

Expertise réalisée par M. Gabriel TAHAR, Directeur de recherche émérite au CNRS  
Centre d'Etude et de Recherche « Travail, Organisation, Pouvoir » (UMR 5044 -  
CERTOP) – Université Toulouse II/CNRS

---

## Table des matières

Introduction.....	1
Analyse critique transversale .....	2
1.1 Résultats des études de terrain.....	2
1.2 Conclusions retenues .....	3
1.3 Analyse critique du rapport.....	3
2. Analyse appliquée au territoire français .....	5
Bibliographie.....	5

### Introduction

L'Union Européenne s'est engagée dans le cadre de la Stratégie de Lisbonne en 2000, reprise en 2010 dans les objectifs d'Europe 2020, à investir dans la Recherche-Développement et la formation. Il s'agit là d'entrer dans un cercle vertueux d'amélioration du capital humain favorisant l'innovation et l'emploi. Ce que l'on appelle l'économie de la connaissance ("knowledge economics") rend compte des nouvelles dynamiques d'accumulation des connaissances et de développement des secteurs à fort contenu technologique, dynamiques sensées contribuer à l'objectif de plein emploi.

---

<sup>1</sup> *Draft Final Report* du projet « The Geography of New Employment Dynamics in Europe », version du 22 septembre 2017.

Le projet de recherche sur "la géographie des nouvelles dynamiques de l'emploi en Europe" dont il est question ici s'inscrit dans cette perspective puisqu'il est dit d'emblée que l'accent y sera mis sur le lien entre cette économie de la connaissance, la localisation des emplois, les schémas de mobilité et les disparités structurelles inter-régionales des 276 régions européennes au niveau NUTS-2 de la Nomenclature des Unités Territoriales Statistiques.

Après une synthèse du rapport dans son ensemble, nous détaillerons le travail qualitatif de terrain, pièce maîtresse de la recherche entreprise, et les conclusions auxquelles il conduit avant de formuler une série de remarques sur la problématique choisie par les auteurs. Nous aborderons enfin le cas de la France et suggérerons quelques compléments bibliographiques.

### **Analyse critique transversale**

Le rapport principal, de 86 pages, est accompagné de volumineuses annexes (plusieurs centaines de pages, de nombreuses cartes et compte rendus d'entretiens). Ce rapport commence par une présentation des principales statistiques disponibles sur les schémas régionaux des migrations, des dépenses en Recherche-Développement et des ressources humaines dans les secteurs liés à la science et la technologie. Ces données nourrissent une analyse multivariée visant à identifier et classer en 4 "clusters" les différentes régions européennes selon leur potentiel de développement en matière d'économie de la connaissance. Suit la construction d'une série de scénarios plus ou moins probables d'évolution de l'emploi régional s'appuyant sur les enseignements de plus de 110 études passées et les interviews d'experts de 8 pays différents. Le rapport se poursuit par une présentation des mesures prises dans tous les pays pour développer les secteurs industriels innovants: dépenses publics en R-D, régulation des règles sur les brevets, effort pour l'enseignement supérieur, incitation à l'émigration de travailleurs hautement qualifiés,... En conclusion, l'accent est mis sur les enjeux des tendances observées: équilibre entre compétitivité et cohésion des territoires, aide à la convergence entre régions en retard et régions plus dynamiques ainsi qu'entre zones rurales et zones urbaines.

#### **1.1 Résultats des études de terrain**

Les 6 régions étudiées ont été sélectionnées pour bien illustrer la variété des situations à prendre en compte:

- Londres: leadership en matière de services financiers, forte immigration qualifiée;
- Berlin: indéniables dynamiques (population et nombre d'entreprises en croissance, importance grandissante de l'emploi en sciences et technologies);
- Mecklenburg-Vorpommern (Allemagne): place notable du secteur santé;
- Abruzzo (Italie): effort de réaction après le récent tremblement de terre, création d'un institut attirant des étudiants étrangers;
- Malopolska (Pologne): développement de l'emploi dans le secteur des sciences et technologies;
- Nord-est de la Roumanie: région pauvre mais qui a su créer des entreprises dans les secteurs santé et services sociaux.

On voit que toutes ces régions ont entrepris des actions stratégiques pour tirer parti autant que faire se peut de leurs atouts sectoriels et de leurs compétences.

En matière de stratégies de développement de l'économie de la connaissance, on peut résumer les expériences rencontrées en 7 démarches intéressantes à faire ressortir:

- Fournir des incitations aux personnes, entreprises et centres de recherche sous forme d'avantages fiscaux, de subventions et de services.
- Mettre en place une "stratégie d'oasis" en repérant un potentiel (par exemple dans les secteurs de la santé ou du tourisme) et en mettant l'accent dessus.
- Alternativement, mettre en place une stratégie d'attractivité ("magnet strategy") en organisant une migration sélective et en attirant des ressources.
- Construire des opportunités pour l'économie de la connaissance en favorisant le développement d'un pôle urbain.
- Consolider les ressources existantes, humaines ou d'infrastructures.
- Veiller en particulier à une bonne infrastructure de transports et de conditions de vie.
- Développer les coopérations locales en mettant l'accent sur les relations entre centres de Recherche-Développement et entreprises industrielles.

## 1.2 Conclusions retenues

La localisation des activités dans les secteurs de l'économie de la connaissance privilégie les zones urbaines: une telle localisation constitue un défi en ce sens qu'elle accentue les tendances territoriales déjà présentes en les polarisant davantage. Elle accroît les disparités, notamment entre campagnes et villes. Cela conduit à des turbulences politiques de la part de ceux qui se sentent exclus et font face à une accélération de l'immigration extra européenne. Quelles stratégies pourraient éviter les migrations vers les zones métropolitaines, qui s'accroissent dans tous les pays européens à la population vieillissante de surcroît? L'encouragement aux migrations de retour dans le sens ville-campagne est en la matière un élément-clé.

Les implications en termes de politique économique pour lesquelles la recherche présentement évaluée plaide se concentrent sur la prise en compte de l'espace dans la stratégie de croissance européenne. Il est maintes fois affirmé que l'économie de la connaissance a un rôle prépondérant dans la cohésion territoriale.

Comment aider les régions en retard en prenant garde à éviter les effets pervers? Effets pervers de transferts sociaux dans certains cas trop importants et mal ciblés qui, en même temps qu'ils rendent certains territoires entièrement assistés, les fait nier les bienfaits des nouvelles technologies qui les marginalisent toutes choses égales par ailleurs. Il s'agit plutôt de valoriser les atouts locaux (héritages culturel et naturel, artisanat, ressources humaines,...) en s'appuyant sur l'économie de la connaissance.

## 1.3 Analyse critique du rapport

Si l'on ne peut contester à un programme de recherche son choix d'hypothèses, une telle grille de lecture des évolutions en cours sur le marché du travail comporte un biais en ce sens qu'elle passe sous silence d'autres sources potentielles de création d'emplois. A côté de la sphère productive "high tech" à fort contenu d'emplois qualifiés, il existe partout un pourcentage non négligeable d'emplois que l'on peut qualifier de "présentiels", induits par les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de la population présente dans la zone. Ces emplois sont pour la plupart moins qualifiés que les emplois issus de l'innovation technologique développée dans les entreprises. En particulier, les emplois de services à la personne, à bas salaires, sont ceux dont le nombre croît le plus à peu près partout. Les flux de main d'œuvre observés sur le marché du travail sont ainsi liés à la démographie en hausse ou en baisse de la zone considérée, et ce en dehors

de toute considération technologique en première analyse. On voit là que c'est toute la structure des qualifications, fortement bousculée, qu'il s'agit d'étudier.

Ces considérations amènent à une **première remarque** : il y a donc dans le choix effectué quelque chose comme un "biais technologique" et il serait judicieux d'adjoindre à l'intitulé de l'étude un sous-titre pouvant être d'ailleurs repris de celui du paragraphe 3.1 du rapport ("how the knowledge economy impacts and shapes the employment patterns over the EU regions").

Une **seconde remarque** est qu'il y a indubitablement des lacunes théoriques qui nuisent à l'analyse. Cette dernière aurait pu s'appuyer sur la description des mécanismes d'appariement offre-demande de travail. Les innovations, d'intensité technologique plus ou moins forte, modifient en effet les appariements entre compétences internes et compétences requises d'où l'importance de la prise en compte de l'entreprise et de sa stratégie dans les dynamiques de l'emploi: comment les offres d'emploi de la firme sont-elles remplies, le sont-elles sur le marché local? Sur une plus vaste zone? Par promotion ou formation internes? Les intermédiaires sur les marchés du travail locaux sont-ils efficaces? Quelle est l'importance des dispositifs de formation professionnelle en général et de formation tout au long de la vie en particulier que proposent les pouvoirs publics ?

La **troisième remarque** qui suit est le manque théorique évoqué plus haut est confirmé par l'absence de l'entreprise dans la problématique. C'est là pourtant que se concrétisent les offres d'emploi et que s'observe la polarisation de l'emploi productif (accroissement du pourcentage d'emplois très qualifiés mais persistance parallèle voire extension d'emplois déqualifiés). Les entreprises sont dépositaires de connaissances et de compétences individuelles et s'avèrent garantes d'une certaine cohésion territoriale. Auraient pu être très utiles les enquêtes biennales CIS ("Community Innovation Survey") disponibles depuis 2008 (qui comportent des données sur les différents types de compétences) ainsi que les enquêtes du CEDEFOP (Centre Européen Pour le Développement de la Formation Permanente) sur les besoins en qualifications, toutes enquêtes disponibles chez Eurostat.

La **quatrième remarque** repose sur la faiblesse de la partie quantitative est avérée. L'analyse en niveau ne peut suffire. L'expérience montre que les taux de corrélation élevés qu'elle fournit ne sont pas très significatifs. L'analyse en taux d'accroissement est beaucoup plus exigeante et donc plus probante. Il manque un modèle régressant les taux d'accroissement de l'emploi entre 1999 et 2014 (ou tout autre intervalle de temps minimisant les données manquantes) sur un ensemble de variables explicatives significatives. Il est dommage qu'une recherche sur la dynamique de l'emploi ne s'appuie que sur un modèle statique !

Une **cinquième remarque** est que les statistiques descriptives sont présentées sous forme de tableaux et de cartes. Dans les tableaux décrivant les "clusters" obtenus (cf. infra) et les régions enquêtées, il manque une ligne pour l'Europe entière. Les cartes sont peu lisibles mais il faut reconnaître que la tâche est difficile! Une amélioration possible serait de limiter les couleurs à 2 comme dans la carte 3.1 sur les soldes migratoires. Les régimes migratoires, les dépenses en R&D, l'emploi dans l'économie de la connaissance, l'emploi qualifié, ont des modalités trop détaillées sur les cartes 2.1, 3.2, 3.3 et 3.4.

La **sixième remarque** concerne l'analyse par grappes ("cluster analysis") menée à bien est excellente. Elle fournit 4 clusters qui donnent lieu à 6 monographies effectuées dans 5 pays différents de l'Union Européenne (Royaume-Uni, Allemagne (2 régions sélectionnées), Italie, Pologne et Roumanie): 2 monographies pour le troisième cluster comportant 110 régions mais 2 également pour le cluster 1 en comportant seulement 39.

Il est à noter, dans une **septième remarque**, la bonne tentative de prospective s'apparentant à la méthode Delphi. On obtient des prévisions économiques relativement fiables car, effectuées par un groupe d'experts structuré, elles permettent la mise en évidence de convergences et de consensus. La somme des entretiens réalisés est impressionnante. Les noms donnés aux scénarii sont très parlants et teintés d'un certain humour: terres stériles à l'abandon ("barren wastelands"), épreuve et harmonie ("hardship

and harmony"), les forteresses du trésor ("fortresses of treasure") et surtout: la chaleur de 27 soleils et d'une lune ("the warmth of 27 suns and one moon"). L'accent mis sur les schémas territoriaux, ainsi que sur les diversités et disparités socio-spatiales, est pertinent et très fécond.

## **2. Analyse appliquée au territoire français**

La France est totalement absente de l'étude mais la typologie élaborée semble bien cadrer à ce que l'on sait par ailleurs de sa structure régionale: des régions dynamiques très intégrées à l'Europe faisant face à un rural profond isolé et à des zones à industries traditionnelles en déclin. Pour fixer les idées, on peut tenter un classement dans les 4 clusters de la présente recherche des 22 régions métropolitaines françaises répertoriées selon NUTS-2 :

- Le cluster 1 rassemble les régions hautement compétitives dont le dynamisme est basé sur l'économie de la connaissance ("KE based"), soit 39 régions européennes sur 282. On pourrait y ranger l'Ile de France et Rhône Alpes, soit 2 régions françaises sur 22.

- Le cluster 2 comprend les régions dont la compétitivité est en lien avec l'économie de la connaissance ("KE related"), soit 50 sur 282 en Europe: 4 régions françaises pourraient y correspondre (Alsace, Aquitaine, Midi-Pyrénées, Provence Alpes Côte d'Azur), soit 4 sur 22.

- Les 16 régions françaises restantes se répartiraient à égalité entre les clusters 3 et 4 (régions moins compétitives avec un potentiel en économie de la connaissance ou non).

En termes relatifs, il semblerait ainsi que le cluster 1 soit sous représenté en France (9% contre 14%) mais que les autres clusters soient à peu de choses près dans la moyenne européenne.

## **Bibliographie**

BARTEL A, SICHERMAN N (1998) Technological change and the skill acquisition of young workers. *Journal of Labor Economics*, 16(4).

CEDEFOP (2011) Labour market polarisation and elementary occupations in Europe, blip or long term trend? *Cedefop Research Papers*.

CEDEFOP (2013) Quantifying skill needs in Europe. *Cedefop Research Papers*.

CEDEFOP (2016) Future skill needs in Europe, critical labour force trends. *Cedefop Research Papers*.

CROUCH C, FINEGOLD D, SAKO M (1999) Are skills the answer? The political economy of skill creation in advanced industrial countries. Oxford University Press.

DUMONT GF (2010) France: les régions face à l'économie de la connaissance. *Population & Avenir*, n°696.

FREEMAN R (2002) The labour market in the new information economy. *Oxford Review of Economic Policy*, 18(3).

GREENAN N, GUELLEC D (2000) Technological innovation and employment reallocation. *Labour*, 14.

GREGG P, PETRONGOLO B (2005) Stock-flow matching and the performance of the labour market. *European Economic Review*, 49(8).

HAMERMESH D (1993) *Labor demand*. Princeton University Press.

KNOBEL C, KRIECHEL B, SCHMID A (2008) *Regional forecasting on labour markets*. Rainer Happ Verlag.

PADOA SCHIOPPA F (1991) *Mismatch and labor mobility*. CEPR, Cambridge University Press.

PETIT P, SOETE L (2001) *Technology and the future of European Employment*. Edward Elgar.

SCHETTKAT B (2003) *The flow analysis of labour market*. Routledge.

TONER P (2011) *Workforce skills and innovation, an overview of major themes in the literature*. OECD, Science Technology and Industry Working Papers.

VAN WISSEN L, VAN DIJK J (2004) Editorial Introduction: Demography of the firm and spatial dynamics. *Annals of Regional Science*, 38(2).